



## Déclaration de la FSU au CTSD Mercredi 12 février 2020



Madame la Directrice académique,  
Mesdames, messieurs,

Chaque semaine depuis le 5 décembre, des assemblées générales de grévistes se multiplient sur les lieux de travail, dans les établissements scolaires, dans les universités. Chaque jour, des actions et des initiatives sont organisées pour réaffirmer notre opposition totale au projet de réforme des retraites et exiger son retrait. Notre détermination est intacte et se propage de manière inéluctable, appuyée en ce sens par l'opinion publique et les avis critiques voire négatifs des économistes, intellectuels et des plus hautes institutions comme le Conseil d'Etat. La FSU, comme d'autres organisations syndicales, porte des propositions sur le financement et l'amélioration de notre système de retraite solidaire et intergénérationnel. Les "annonces" concernant la revalorisation des enseignant-es promises depuis 2 ans et demi par notre ministre témoignent d'un profond manque de respect et de préparation. Elles nous heurtent profondément.

En ce début d'année 2020, les enseignant-es du second degré sont confronté-es à la mise en oeuvre pour le moins chaotique de la réforme du lycée et du bac. Une réforme à laquelle nous nous sommes opposé-es tout au long de l'année dernière. Malgré un discours de façade, notre ministre n'a jamais voulu nous entendre. C'est une réforme hors-sol, éloignée des préoccupations du terrain, qui a été mise en place à marche forcée dans une impréparation qui s'apparente à du bricolage.

Aujourd'hui, on assiste aux conséquences dramatiques de tout ça: des lycéen-nes déboussolé-es, fortement stressé-es devant des épreuves pour lesquelles ils-elles n'ont pas été suffisamment préparé-es de l'aveu même de leurs professeur-es, des sujets qui se retrouvent sur les réseaux sociaux ce qui crée des inégalités sans précédent dans un diplôme national, des blocages dans de nombreux établissements (bien plus qu'avoués par le ministre), des intrusions violentes de policiers dans des lycées, des jeunes placé-es en garde à vue toute une nuit, des proviseurs sous pression lancé-es dans une chasse aux sorcières sur les réseaux sociaux prenant en photo des élèves légitimement mobilisé-es contre la maltraitance institutionnelle dont ils-elles sont victimes, des élèves affligé-es d'un zéro à une épreuve du Bac ou empêché-es de s'inscrire au rattrapage. Nos collègues du second degré sont mobilisés aux côtés de leurs élèves. La FSU leur apporte tout son soutien dans leur lutte contre les réformes qui visent à installer une école du tri social des élèves.

Dans le premier degré, la dotation négative allouée à notre département va amener la DSDEN à prononcer de nombreuses fermetures pour satisfaire aux dernières annonces du gouvernement sur la limitation des classes de grande section. Des classes en rural ou en communes périphériques à 29 ou 30 élèves deviennent une banalité. Est-ce cela la priorité accordée au primaire martelée dans les médias?

Nous nous inquiétons également de la disparition annoncée dans des circonscriptions des directions des petites écoles de RPI pour laisser la place à une unique direction. Les collègues concerné-es perdraient ainsi leurs décharge et indemnités tout en continuant à assumer la charge effective d'une direction, notamment les relations aux familles. Nous nous y opposons et attendons des informations à ce sujet. Nous apportons notre soutien à la mobilisation des chargé-es d'école qui réclament légitimement le maintien de leur statut et la reconnaissance de leur charge de travail par l'augmentation de leur temps de décharge.

Nous souhaiterions, par ailleurs (cela est demandé depuis près d'un an), connaître les modalités de réaffectation des enseignant-es et notamment des directeurs-trices lors de la création d'un RPC.

Dans les collèges, la préparation de la rentrée 2020 répond, comme pour la réforme des retraites, à des contraintes budgétaires mais aussi aux orientations gouvernementales de suppressions de postes de fonctionnaires. Malgré un nombre d'élèves en très légère augmentation (+ 78 élèves), les collèges et SEGPA de l'Oise perdent 11 équivalents plein temps, c'est-à-dire 198 heures dont les élèves ne bénéficieront plus. La gestion à flux tendu des ouvertures-fermetures de divisions met les équipes dans des situations difficiles. Il faut revoir tardivement les répartitions, parfois même à la pré-rentrée. Nos collègues doivent se positionner du jour au lendemain sur leur nombre d'HSA, et donc changer leur organisation familiale. Les conséquences sont importantes sur le terrain et génèrent des tensions. De plus, cela met les élèves dans des situations instables quand, dans une même discipline, ils ont deux enseignants. Cette gestion au coup par coup se révèle irrespectueuse des collègues et des élèves.